

Délibération **2023 CS 15** du Comité Syndical du Parc naturel régional du Luberon

Objet : Réserve naturelle géologique du Luberon – Animation et actions – Demande de financement

L'an deux mille vingt-trois le 14 mars, les membres du Comité syndical du Parc naturel régional du Luberon convoqués le 8 mars 2023, se sont réunis à la salle des fêtes de la Mairie d'Apt, sous la présidence de Dominique SANTONI.

- Le quorum était atteint avec 67 votants :
- 40 membres titulaires présents,
- 5 membres suppléants présents,
- 22 membres représentés.

Etaient présents :

Mesdames Dominique SANTONI, Gaëlle LETTERON, Monique CHABAUD, Béatrice GRELET, Sabrina CAIRE, Arlette LEROY, Solange FOUVET, Geneviève MOREL-HAMOT, Valérie PEISSON, Charlotte CARBONNEL, Marie-Elisabeth CHRISOSTOME, Viviane DARGERIE, Elisabeth AMOROS, Noëlle TRINQUIER, Solange PONCHON, Claire ARAGONES

Messieurs Mickaël CAVALIER, Roland CICERO, Pascal RAGOT, Lionel MORARD, Patrick PEYTHIEUX, Marc DUVAL, Patrick COURTECUISSÉ, Sébastien TROUSSE, Philippe ANGELETTI, Romain FERRARI, Alessandro POZZO, Michel BESTAGNO, Jacques GRANGIER, Serge VANNEYRE, Thierry GARCIN, Jean-François DUBOIS, Jérôme PELLEGRIN, Antoine SCARDAMAGLIA, François DUPOUX, Didier CHAMPOURLIER, Luc MILLE, Gilles LANDRIEU, Paul COPETE, Marc BOTTERO, Pierre EVEN, Richard ROUZET, Roland GIRAUD, Jean AILLAUD, Christian CHIAPELLA

Avaient donné pouvoir :

Madame

Béregère LOISEL-MONTAGNE à Monsieur Patrick COURTECUISSÉ
Laurence DE LUZE à Madame Charlotte CARBONNEL
Catherine NOLLET à Monsieur Gilles LANDRIEU
Béatrice TERRASSON à Madame Gaëlle LETTERON
Suzanne BOUCHET à Madame Dominique SANTONI
Catherine SERRA à Monsieur Christian CHIAPELLA

Monsieur

Roland PETIET à Monsieur Marc BOTTERO

Alain FERETTI à Monsieur Michel BESTAGNO

Parc naturel régional du Luberon • 60 place Jean-Jaurès • BP 122 • 84404 Apt Cedex
Tél : 04 90 04 42 00 • contact@parcduluberon.fr • [f](#) [i](#) [in](#) • www.parcduluberon.fr

Grigori GERMAIN à Monsieur Mickaël CAVALIER
Jacques MACHEFER à Monsieur Luc MILLE
Jean-Pierre PETTAVINO à Monsieur Patrick COURTECUISSÉ
Patrick MERLE à Madame Monique CHABAUD
Sylvain D'APUZZO à Jérôme PELLEGRIN
Fabien GERVAIS-BRIAND à Madame Marie-Elisabeth CHRISOSTOME
Michel NOUVEAU à Monsieur Jacques GRANGIER
Patrice VARAIRE à Monsieur Antoine SCARDAMAGLIA
Sergio ILOVAISKY-CANO à Madame Marie-Elisabeth CHRISOSTOME
Pierre POURCIN à Madame Valérie PEISSON
Théo FONTAINE à Madame Valérie PEISSON
Jean-François LOVISOLO à Madame Noëlle TRINQUIER
Georges BOTELLA à Monsieur Jean AILLAUD
Frédéric SACCO à Monsieur Christian CHIAPPELLA

Etaient excusés :

Madame

Ghislaine PINGUET, Delphine CRESP, Yolande PRIMO, Michèle MALIVEL, Marion MAGNAN, Jacqueline BOUYAC, Michelle WOLF, Dominique PESSEMESE-HOLDOWICZ, Laurie SARDELLA

Monsieur

Thomas FIASCHI, Jean-Pierre GERAULT, Kévin ROLANDO, Jean-Pierre SERRUS

Etaient absents :

Madame Hélène BLEUZEN, Pierrette FRIMAS, Laurence LE ROY, Mireille SUEUR, Valérie BARDISA, Elisabeth JACQUES, Valérie DELPECH

Monsieur Jean-Luc MIOLA, Thierry RICHARME, Emmanuel LUTHRINGER, Jacques PENSA, Grégory BALLIN, Bernard BRIFFAULT, Antoine HEIL, Michel GASQUET, Georges FAUCOUNNEAU, Jean-Claude OBER, Nicolas ISNARD, Cyril JUGLARET, Christian GIRARD, Pierre FISCHER,

Etaient présents sans voix délibérative :

Rémy LANDIER, Anne-Marie LOISON, Didier GARCIA

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 87-827 du 16 septembre 1987 portant création de la réserve naturelle géologique du Luberon (Vaucluse et Alpes de Haute-Provence) ;

Vu la charte du Parc naturel régional du Luberon adoptée par décret ministériel le 20 mai 2009 et notamment son orientation A.4 – Gestion de la Réserve naturelle géologique, objectif A.4.1 (Gérer la Réserve naturelle géologique) et A.4.2 (Intégrer la composante patrimoine géologique dans l'ensemble des missions du Parc) ;

Vu la convention du 12 août 1988 relative à la gestion de la réserve naturelle géologique du Luberon, et en particulier son article 5 ;

Vu la convention du 26 février 2019 entre l'État et le Parc fixant les modalités de gestion de la réserve naturelle ;

Vu l'avis favorable de la commission Biodiversité, géologie et ressources naturelles du 10 février 2023 ;

Considérant la nécessité de poursuivre cette mission de protection et de valorisation d'un patrimoine exceptionnel sur son territoire, inscrite dans la charte, confiée au Parc du Luberon par l'État et mise en œuvre depuis plus de 30 ans ;

Après en avoir délibéré, le Comité syndical décide à l'unanimité des voix exprimées de :

- **APPROUVER** le plan de financement prévisionnel de l'opération et les évolutions susceptibles d'intervenir sous réserve que le total de l'enveloppe des dépenses n'en soit pas modifié et le montant de participation du Parc du Luberon pas augmenté :

Dépenses (en euros HT/TTC)		Recettes (en euros HT/TTC)	
Charges de personnel et assimilés service géologie et associés dont 4 000 € pour l'Education au Développement Durable	109 319	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires DREAL (dotation courante dont 17 986 € pour l'Education au Développement Durable)	147 968
Charges de personnel autres services et charges à caractères général*	16 398		
Programme d'action comprenant : – Gestion des sites et des collections – Chantiers de fouilles – Etudes scientifiques – Maintenance et achat de matériel – Développement d'actions d'éducation au développement durable vers les scolaires et le grand public (accueil, animations, création de supports de communication et pédagogiques)	8 265 13 986		
Total	147 968	Total	147 968

* 15% des charges de personnel du service géologie

- **AUTORISER** la Présidente à solliciter les aides financières et notamment celle de l'État ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer tout document nécessaire à la mise en application de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant la Présidente du Parc naturel régional du Luberon dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément à l'article L 421-1 du Code de la Justice Administrative, un recours contentieux peut être introduit devant le Tribunal Administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères CS 88010 – 30941 NIMES CEDEX 9) dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse du syndicat mixte si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et ans que dessus.



La Présidente

Dominique SANTONI